

N° 5382²

CHAMBRE DES DEPUTES

2^{ème} Session extraordinaire 2004

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

concernant la participation du Luxembourg à la mission SFOR
de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche de la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (1.10.2004).....	1
2) Texte du projet de règlement grand-ducal amendé	2
3) Exposé des motifs.....	3
4) Avis de la Conférence des Présidents (4.10.2004)	3

*

DEPECHE DE LA SECRETAIRE D'ETAT AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(1.10.2004)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre de la Défense, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le texte coordonné du projet de règlement grand-ducal repris sous rubrique avec un exposé des motifs et un commentaire, tenant compte des observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 28 septembre 2004.

...

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Pour la Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement,*

Daniel ANDRICH

Conseiller de Gouvernement 1re classe

*

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL AMENDE

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la participation du Luxembourg à la mission de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 24 septembre 2004 et après consultation le 20 septembre 2004 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération de la Chambre des Députés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'avis de la Conférence des présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration et de Notre Ministre de la Défense et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er.— Le Luxembourg participera à la mission SFOR de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine pendant la période du 5 octobre 2004 au 28 novembre 2004.

Art. 2.— La contribution luxembourgeoise comprend un membre de l'Armée luxembourgeoise, désigné par le ministre de la Défense sur proposition du Chef d'Etat-Major de l'Armée.

Art. 3.— La mission du membre de l'Armée luxembourgeoise consiste à participer à la destruction de munitions et à la formation de personnel artificier bosniaque.

Art. 4.— Pour la durée de sa mission, le membre de l'Armée luxembourgeoise est placé sous l'autorité hiérarchique du Commandant de la Force désigné par l'OTAN.

Art. 5.— Le membre de l'Armée porte l'uniforme de l'Armée luxembourgeoise. Il est autorisé à porter les insignes l'identifiant comme membre de la SFOR.

Art. 6.— Le membre de l'Armée luxembourgeoise a droit à une indemnité de jour pour frais de séjour, dont le montant est fixé par le Gouvernement en Conseil.

Art. 7.— Le membre de l'Armée luxembourgeoise a droit à une indemnité mensuelle spéciale non imposable et non pensionnable, prévue à l'article 9 de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative aux opérations pour le maintien de la paix. Le membre de l'Armée luxembourgeoise ou ses ayants droit bénéficient d'une indemnisation particulière en cas d'invalidité permanente ou de décès.

Art. 8.— Les autorités hiérarchiques peuvent accorder en cours de mission un congé au membre de l'Armée luxembourgeoise. Ce congé n'est pas déductible de son congé annuel de récréation.

Le membre de l'Armée luxembourgeoise peut, sur décision du Ministre compétent, bénéficier d'un congé spécial de fin de mission d'un maximum de 2 jours.

Art. 9.— Notre Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration et Notre Ministre de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

EXPOSE DES MOTIFS

La résolution 1088 du Conseil de Sécurité de l'ONU du 12 décembre 1996 autorise la Force de Stabilité SFOR de l'OTAN à exécuter les aspects militaires de l'accord général de paix négocié à Dayton en décembre 1995.

La mission principale de la SFOR consiste à contribuer à un environnement sûr et sécuritaire pour la consolidation de la paix.

Depuis décembre 1996, l'Armée luxembourgeoise a participé à cette mission moyennant un contingent d'une vingtaine de militaires. En 1996, le Luxembourg a décidé de retirer son contingent de la Bosnie-Herzégovine pour l'engager au Kosovo.

Le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet d'autoriser la participation d'un sous-officier artificier à une mission de destruction de munitions et de formation de personnel artificier bosniaque. La durée de la mission de formation est limitée à la période du 5 octobre 2004 au 28 novembre 2004, date prévisible de la reprise de la mission OTAN par l'Union européenne.

Une des missions de SFOR est d'assister les forces armées bosniaques dans la destruction de munitions obsolètes et dangereuses pour la population civile. La France a accepté de faire office de nation cadre pour cette mission de déminage et de formation. En particulier, 5 artificiers, dont un démineur de l'Armée luxembourgeoise, seront mis à disposition du Commandant de la SFOR. Leur mission consistera notamment à former et à entraîner 32 militaires bosniaques dans la destruction de munitions.

*

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(4.10.2004)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 27 septembre 2004 à la Chambre des Députés par la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre de la Défense.

Un exposé des motifs-commentaire des articles était joint au texte du projet de règlement grand-ducal.

Le présent projet de règlement grand-ducal a pour objet d'autoriser la participation d'un sous-officier artificier à une mission de destruction de munitions et de formation de personnel artificier bosniaque. La durée de la mission est limitée à la période du 5 octobre 2004 au 28 novembre 2004, date prévisible de la reprise de la mission OTAN par l'Union européenne.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ainsi que par la décision du Gouvernement en Conseil du 24 septembre 2004.

Conformément à cette loi, le gouvernement a consulté la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération de la Chambre des Députés. Cette consultation a eu lieu au cours d'une réunion le 27 septembre 2004, lors de laquelle la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense a approuvé cette initiative.

Par la suite, la Chambre des Députés a été saisie de l'avis du Conseil d'Etat du 28 septembre 2004.

Le Conseil d'Etat fait les remarques suivantes concernant le texte du règlement:

Pour ce qui est des modalités d'exécution proprement dites de la participation luxembourgeoise, le Conseil d'Etat estime qu'il y a lieu de s'en tenir aux formules jusqu'ici en usage:

- L'article 1er se limitera donc à la précision de la mission à laquelle le Luxembourg participera, ainsi que de la durée de cette mission:

„**Art. 1er.**– Le Luxembourg participera à la mission SFOR de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine pendant la période du 5 octobre 2004 au 28 novembre 2004.“

- L'article 2 précisera le nombre de participants au contingent luxembourgeois. Au regard du fait que le cercle des personnes éligibles est fonction de la mission telle que décrite à l'article 3, il ne semble pas nécessaire de reprendre les termes „sous-officier artificier“. L'article 2 se lira donc comme suit:

„**Art. 2.**– La contribution luxembourgeoise comprend un membre de l’Armée Luxembourgeoise, désigné par le ministre de la Défense sur proposition du Chef d’Etat-Major de l’Armée.“

Dans l’ensemble du texte, il y aurait par ailleurs lieu d’écrire „Armée“.

Quant aux dispositions de l’article 6, traitant de l’indemnité de séjour, le Conseil d’Etat considère que dans l’immédiat, et à moins que des raisons majeures ne militent pour cette nouvelle variante en matière d’indemnité de séjour, il y aurait lieu de s’en tenir aux solutions retenues jusqu’ici pour les membres de l’Armée luxembourgeoise participant à des OMP, c’est-à-dire l’allocation d’une indemnité de jour pour frais de séjour, dont le montant est fixé par le Gouvernement en conseil. Le Conseil d’Etat suggère au Gouvernement de se référer à l’article 8 du règlement grand-ducal du 19 juillet 2004 concernant la participation du Luxembourg à la Force internationale d’Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l’égide des Nations Unies dans le cadre du Corps Européen.

Il résulte du texte coordonné retenu par le Gouvernement que ce dernier a fait siennes les observations formulées par le Conseil d’Etat.

Partant, la Conférence des Présidents se prononce à l’unanimité en faveur du projet de règlement grand-ducal et rend par conséquent à son tour un avis positif. Néanmoins elle invite le Gouvernement à régler les questions liées aux frais et aux indemnités, pour autant qu’elles nécessitent d’être adaptées et précisées, dans la loi du 27 juillet 1992 elle-même.

Luxembourg, le 4 octobre 2004

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN

Le Président de la Chambre des Députés,
Lucien WEILER